

Conférence du porte-parole du gouvernement

Alain-Claude Bilie-By-Nze : "La galaxie Ping est devenue, aujourd'hui, une constellation d'astres éteints"

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Au cours de sa traditionnelle conférence de presse, le ministre d'Etat, Porte-parole du gouvernement, n'a pas manqué de rappeler que les principaux acteurs ayant gravité autour de l'opposant au régime, Jean Ping, ont, depuis, tourné casaque et participent, selon lui, au dialogue initié par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Tout comme, il a affirmé que : «Il n'y a aucune procédure judiciaire en France contre Marie-Madeleine Mborantsuo».

LE ministre d'Etat, Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a animé, hier, au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda, sa traditionnelle conférence de presse. Occasion pour lui de revenir sur la participation de certains membres de l'opposition dite radicale au dialogue politique et les accusations portées contre la présidente de la



Photo : Bandoma

Le Porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie-By-Nzé était face à la presse, hier.

Cour constitutionnelle, par des médias hexagonaux. Il est également revenu sur l'actualité présidentielle de la semaine.

«La galaxie Ping est devenue, aujourd'hui, une constellation d'astres éteints», a chargé le membre du gouvernement, répondant à la question d'un journaliste. Pour lui, le fait que René Ndemezo'Obiang et Jonathan Ntoutoume de Démocratie nouvelle (DN), Mike Jocktane et Estelle Ondo de l'Union nationale (UN), Thierry d'Argendieu

Kombila et d'autres acteurs (Cercle Oméga) majeurs de la campagne présidentielle de Jean Ping, ont décidé d'aller au dialogue est l'illustration de l'échec de son «fameux plan B». Car, a-t-il poursuivi, «lorsque vous avez votre directeur de campagne, vos porte-paroles et des cadres importants de votre entourage qui s'en vont, c'est parce qu'ils ne croient plus au plan B». Sur tout que ceux-ci ont compris la nécessité de participer aux prochaines élections législatives. Non



Photo : Bandoma

sans réaffirmer que «la galaxie Ping a volé en fumée». A la question sur la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo qui serait poursuivie par la justice française, M. Bilie-By-Nze a été catégorique : «Il n'y a aucune procédure judiciaire en France contre Mme Mborantsuo». A l'en croire, il s'agirait d'une cabale, entretenue par certains médias français, l'hebdomadaire français "Le Canard Enchaîné" notamment, qui viserait à dis-

créditer cette haute personnalité gabonaise. Désignée, récemment, par ses pairs à la tête de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle, cette affaire qui date, selon le Porte-parole du gouvernement, de 2014, a été resuscitée afin de nuire à la haute magistrate. D'ailleurs, l'orateur a considéré que le chapitre de l'élection présidentielle est désormais révolu. Le paiement de la PIP et des vacances aux enseignants n'était pas en reste.

Alain-Claude Bilie-By-Nze aura gardé la fermeté du gouvernement sur les blocages dans le secteur éducation. «Ceux qui ne reprendront pas les cours seront radiés», a-t-il garanti.

Cette conférence de presse a également permis à l'orateur de revenir sur le conseil présidentiel consacré aux infrastructures. Au cours de cette réunion présidée par le chef de l'Etat, il aura été notamment question de mettre en avant les projets réalisés en augmentation significative, tout en relevant les nombreuses irrégularités dans l'attribution des marchés publics.

L'audience que le chef de l'Etat a accordée à plusieurs hommes d'affaires chinois, conduit par le vice-président de la Chambre de Commerce internationale de la République populaire de Chine, sa descende dans les PK pour s'enquérir de l'avancement des travaux du tronçon PK5-PK12, ont été également évoqués, hier, à la même tribune.

Opposition favorable au dialogue politique

La difficile cohésion !

ONDOUBA'NTSIBAH
Akanda/Gabon

Alors que la phase politique des assises initiées par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, approche, on constate que le camp conduit par René Ndemezo'o Obiang et Pierre-Claver Maganga Moussavou, s'illustre par des sorties intempestives de certains de ses membres qui soupçonnent leurs représentants au bureau de ne pas jouer franc jeu. Pendant ce temps, la majorité républicaine et sociale pour l'émergence avance en rangs serrés.

LE dialogue politique ouvert, le 28 mars dernier, par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, son initiateur, est en train de boucler sa phase citoyenne. Pour certains, l'heure est aux premiers enseignements. Ceux-ci concernent non seulement la qualité des contributions, l'engagement, mais aussi l'organisation. Tout comme, sur un tout autre plan, le comportement des principaux acteurs et l'esprit qui règne dans chaque camp politique (opposition et majorité). A ce niveau, il faut d'abord rappeler que le bureau du dialogue politique est com-



Photo : Felicien Boubala

Pierre-Claver Maganga Moussavou et, à droite, René Ndemezo' Obiang, pour le compte de l'opposition, font l'objet de plusieurs soupçons de la part de certains membres de leur camp politique.

posé à parité des deux différentes familles politiques. Dans ce cadre, la présidence est partagée entre deux coprésidents de la majorité et deux coprésidents de l'opposition. Du côté du pouvoir il s'agit d'Emmanuel Issoze Ngondet (Premier ministre) et Faustin Boukoubi (secrétaire général du Parti démocratique gabonais). René Ndemezo'Obiang (président de Démocratie nouvelle) et Pierre-Claver Maganga Moussavou (président du Parti social démocrate), pour l'opposition.

On note que les attitudes dans les deux camps politiques n'ont pas toujours été les mêmes. Depuis que le dialogue politique est entré dans sa phase pratique, des travaux du comité ad hoc paritaire

jusqu'à la phase citoyenne, c'est plus le camp de l'opposition qui s'illustre par des sorties intempestives de certains de ses membres, exprimant des critiques, accusations ou tout au moins des soupçons à l'encontre de leurs représentants au sein du bureau du dialogue...

QUESTION PREJUDICIELLE • Du côté de la majorité, on peut certes relever l'incident manifestement isolé entre Guy-Christian Mavioga (secrétaire exécutif du Bloc démocratique chrétien) et Léandre Anoue Kiki (porte-parole du PDG). Mais cet accrochage a été vite oublié et la sérénité est revenue dans le camp présidentiel. Par rapport à l'opposition, tout a commencé avec le président de l'Alliance pour



Photo : Bandoma

le changement et le renouveau (ACR) du vice-Premier ministre Bruno Ben Moubamba. Ce dernier avait critiqué la composition du comité ad hoc paritaire, allant jusqu'à soupçonner des assises masquées entre "Pdgistes" qui ne faisaient aucune place à la jeunesse. Puis vint le tour de Quentin Ben Mongaryas, le président du FDC. Ce dernier avait pour sa part dénoncé des "arrangements". « Je crains fort que le dialogue politique, comme les Accords de Paris, ne soit qu'un arrangement entre hommes politiques peu préoccupés des intérêts des Makaya », avait-il déclaré, non sans interpeller le chef de l'Etat. On croyait la sérénité revenue dans cette famille politique. C'était sans compter avec la liberté de ton du

président du Parti socialiste gabonais (PSG), Augustin Moussavou King qui a décidé de suspendre la participation de sa formation politique au dialogue. Il a brandi une question préjudicielle inspirée par cinq observations sur lesquelles il a interpellé les représentants de l'opposition dans le bureau.

SUSPICION • Ces observations concernent : « le manque de communication entre ledit bureau et certains partis politiques dont le PSG ; l'opacité absolue dans la désignation des 80 membres de la délégation devant représenter l'opposition dans les quatre commissions ; l'absence des critères qui prévalent à la représentativité équitable à tous les partis politiques de l'opposition légalement re-

connus ; la présence au sein de l'opposition des membres de partis politiques non légalisés ; la précipitation relative à l'organisation des réunions de commissions sans clarification préalable par la conférence des présidents de tous les partis politiques de l'opposition, lesquels sont seuls habilités à se prononcer sur les critères et les choix de membres de la délégation de l'opposition... »

Récemment encore, c'est l'Union du peuple gabonais (UPG) de Mboumba Nziengui, qui a dénoncé le choix d'un des siens pour intégrer le bureau, sans passer par les instances du partis. Manifestement, il y a un climat de suspicion dans le camp de l'opposition. La cohésion s'y avère difficile. Ce qui n'est pas de nature à garantir un climat de sérénité au sein de cette délégation, au moment où on s'apprête à lancer la phase proprement politique du dialogue. Si une telle ambiance n'est pas assainie, les "opposants" favorables au dialogue ne finiront-ils pas par donner raison à ceux qui, nombreux, estiment qu'ils y sont avant tout pour leurs propres intérêts ?

Dans tous les cas René Ndemezo'o Obiang et Maganga Moussavou disposent encore de quelques jours pour ramener la confiance dans leurs rangs.